

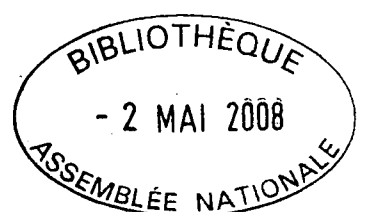
Commission
des relations
du travail

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2008-2009

**Demande de renseignements particuliers
de l'opposition officielle**



COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :
 - a. date et contexte de création;
 - b. objectifs poursuivis;
 - c. nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv;
 - d. indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;
 - e. indiquer le budget dévolu.
2. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2007-2008, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2007-2008 indiquer :
 - a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
 - b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;
 - d. leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.
4. Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.
5. Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.
6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2007-2008 et comparaison avec les quatre années précédentes.
7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2007-2008.
8. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2007-2008.

9. Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :
 - a. nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
 - b. liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
 - c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
10. Liste et copie de tous les sondages et de toutes les recherches commandés en 2007-2008 en incluant les coûts et les appels d'offre.
11. Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.
12. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2007-2008 - Valeur du mandat.
13. Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers et nombre d'ordonnances rendues relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions rendues - Ventilation par année.
14. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorière ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT.
15. Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.
16. Depuis la création de la CRT, par mois et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements et règlements et rejetées).
17. Depuis la création de la CRT, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délais de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).
18. Budget de fonctionnement de la Commission en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.
19. Effectifs de la Commission en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009..
20. Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte de la langue française en 2007-2008 et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46 – Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.
21. Liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés à des particuliers ou des entreprises, incluant le nom du particulier ou de l'entreprise, le montant et la nature du contrat. Pour une entreprise, le nom de la personne en charge du contrat pour cette entreprise, ainsi que le nom du (ou des) propriétaire(s) de l'entreprise.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :
- a) date et contexte de création ;
 - b) objectifs poursuivis ;
 - c) nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur CV ;
 - d) indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin ;
 - e) indiquer le budget dévolu.

S/O

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2007-2008, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

S/O

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2007-2008 indiquer :

- a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration ;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération ;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV ;
- d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

S/O

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

<u>Secteur d'activité</u>	<u>Nombre d'employés</u>
Greffes et secrétariat Montréal	2
Bureau Secrétaire et Directrice générale Montréal	1

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Pour l'année 2007-2008, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Aucun

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2007-2008 et comparaison avec les quatre années précédentes.

2003-2004

11 employés = 10 %

2004-2005

13 employés = 11,4 %

2005-2006

18 employés = 15,9 %

2006-2007

15 employés = 12,9 %

2007-2008

16 employés = 13,8 %

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2007-2008.

2006-2007

Aucun

2007-2008

3 employés*

*Ce sont trois employés embauchés à l'origine comme occasionnels qui ont été nommés sur des postes réguliers en 2005-2006. Ils ont acquis leur sécurité d'emploi en 2007-2008.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2007-2008.

Les prévisions budgétaires de la CRT pour l'exercice financier 2008-2009 s'établissent à 15 015 000 \$, soit le même montant que pour les deux années financières précédentes.

Pour l'année financière 2008-2009, la CRT disposera également du budget prévu pour la CIC, vu l'intégration, le 1^{er} avril 2008, de cet organisme à la CRT. L'intégration ne peut générer d'économies à court terme considérant les sommes requises pour l'intégration des systèmes de gestion de dossiers, la formation du personnel et les aménagements physiques nécessaires.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :
- nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents ;
 - liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
 - frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
 - liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

- a) Nombre de rencontres, de repas ou de réunions :

	Nombre de Réclamations	Frais de voyage	Frais de fonction	Frais réunions ministérielles
Andrée St-Georges, présidente	44	6 145 \$	1 072 \$	2 477 \$
Robert Côté, vice-président	44	10 080 \$*	1 946 \$	573 \$
Pierre Flageole, vice-président	25	3 644 \$	1 419 \$	1 749 \$

*Les frais de déplacement sont plus élevés puisque, pour 2007-2008, il est le vice-président responsable des commissaires de Québec.

- b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre :

<u>Personnes à rencontrer</u>	<u>But</u>
Commissaires, gestionnaires, personnel	Gestion, formation
Barreau du Québec	Comité de liaison
Conférence des juges administratifs	Liaison
Association du barreau canadien	Liaison
CCTM	Liaison
Conseil de la justice administrative	Comité d'enquête

- c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation : Voir en a) et b)

- d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents :

Conférence des tribunaux du travail du Canada - Calgary-Jasper (Alberta)

- Andrée St-Georges : 1 781,86 \$

- Pierre Flageole : 2 399,48 \$

Labour Relations Board (Toronto)

Andrée St-Georges : 1 746,09 \$

Robert Côté : 2 219,57 \$

Rencontre annuelle ALRA (Toronto)

Pierre Flageole : 546,60 \$

Colloque Conseil de la justice administrative (Québec)

Robert Côté : 32,35 \$

62^e Congrès des Relations industrielles (Québec)

Robert Côté :	709,30 \$
---------------	-----------

Colloque Conseil de la justice administrative (Montréal)

Robert Côté :	34,40 \$
---------------	----------

Pierre Flageole :	34,40 \$
-------------------	----------

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. Liste et copie de tous les sondages et toutes les recherches commandés en 2007-2008, en incluant les coûts et les appels d'offre.

Sondage – Service à la clientèle de la CRT par la firme Impact Recherche.

N.B. : Voir annexe A, Les faits saillants (le sondage lui-même a 170 pages)

Appels d'offre :

Impact Recherche – Québec	16 620 \$
Léger Marketing	19 100 \$
SOM inc.	18 000 \$

LES FAITS SAILLANTS DU SONDAGE PAR IMPACT RECHERCHE

Ce que pensent les répondants de la conciliation prédécisionnelle

- Pour les personnes qui se sont présentées à une conciliation ce fut un succès pour 56 % d'entre elles. D'ailleurs, plus de la moitié des participants (57 %) se sont présentés en conciliation en pensant qu'elle réglerait le litige. En ce qui concerne les procureurs, ils surestiment légèrement le degré de succès des conciliations : 9 sur 10 d'entre eux pensent que les conciliations permettent généralement d'en arriver à une entente.
- Dans l'ensemble, les employeurs/employés se disent satisfaits du déroulement de la conciliation (69 % très ou assez satisfaits), et les procureurs le sont encore plus fortement (97 %). D'ailleurs, les trois quarts des employeurs/employés n'hésiteraient pas à recommander la conciliation à un collègue confronté à un litige. Il est à noter que les deux tiers des gens ayant été en conciliation y ont obtenu une entente qui leur a été favorable.
- Une série de 7 critères a été évaluée relativement à la conciliation.
 - Les principales **forces** que l'on peut en dégager sont les suivantes (pourcentage se disant tout à fait ou assez d'accord) :
 - l'acceptation libre et sans contrainte d'y participer (94 %);
 - l'acceptation libre et volontaire d'une entente lorsqu'il y en a une de proposée (85 %);
 - l'environnement propice à la tenue de la conciliation (84 %);
 - une durée de conciliation adéquate (80 %);
 - un processus qui se déroule de façon impartiale et équitable (76 %).
 - Les **points à travailler**, obtenant des résultats un peu moins élevés (pourcentage se disant tout à fait ou assez d'accord):
 - une approche qui favorise la discussion dans le but d'alléger le litige (71 %);
 - un temps de réflexion adéquat (58 %).
 - Chez les procureurs, l'ensemble de ces critères a été évalué de façon très positive, les résultats variant entre 92 % et 98 %

Ce que pensent les répondants des audiences

- Une proportion de 59 % des gens ont indiqué que leur dossier s'est réglé dès la première décision de la Commission.
- Bien que seulement 44 % des employeurs/employés y aient obtenu une décision qui leur a été favorable, dans l'ensemble, ils se disent satisfaits du déroulement des audiences (63 % très ou assez satisfaits). Les procureurs témoignent également d'une grande satisfaction par rapport aux audiences (94 %).
- En règle générale (dans 76 % des cas), il semble que les procureurs aient présenté les règles du déroulement de l'audience avant son début. Une minorité de personnes ont participé à une audience sans en connaître les règles (14 %). Il s'agit des personnes qui ne se sont pas fait expliquer les règles par le procureur et qui ne les connaissaient pas de prime abord.
- Une série de 5 critères a été évaluée relativement aux audiences. Il est à noter que **les critères pour les audiences**, qui sont en partie les mêmes que ceux évalués pour la conciliation, **ont été jugés plus sévèrement que dans le cas de la conciliation**.
- Les principales **forces** que l'on peut en dégager sont les suivantes (pourcentage se disant tout à fait ou assez d'accord) :
 - l'environnement propice à la tenue des audiences (91 % - 81 % dans le cas des procureurs);
 - une décision de la Commission claire et facile à comprendre (82 % - 93 % dans le cas des procureurs);

- une durée de l'audience perçue comme étant adéquate (76 % - 84 % dans le cas des procureurs). Notons à cet égard que 72 % des procureurs estiment que le délai des procédures est généralement très ou assez raisonnable.
- Les **points à travailler**, obtenant des résultats moins élevés (pourcentage se disant tout à fait ou assez d'accord) :
 - une décision qui semble respecter les lois et règlements applicables (67 % - 89 % dans le cas des procureurs);
 - un processus qui se déroule de façon impartiale et équitable (64 % - 89 % dans le cas des procureurs).

Ce que pensent les répondants de la qualité du service

- Une série de 8 critères a été évaluée afin de connaître l'opinion des gens par rapport à la qualité du service qu'ils ont reçu de la part de la CRT.
- Les principales **forces** que l'on peut en dégager sont les suivantes (pourcentage se disant tout à fait ou assez d'accord) :
 - la politesse et la courtoisie des employés (92 % - 98 % de l'avis des procureurs);
 - l'accessibilité des locaux utilisés par la CRT (91 %, 79 % de l'avis des procureurs);
 - le fait d'être traité sans discrimination par les employés (86 %);
 - la bonne écoute des employés (84 %, 93 % de l'avis des procureurs);
 - les connaissances adéquates des employés à répondre aux questions (81 %, 90 % de l'avis des procureurs);
 - le fait d'être traité de façon équitable par les employés de la Commission (78 %).
- Le **point à travailler**, ayant obtenu un résultat légèrement moins élevé :
 - la simplicité du vocabulaire utilisé (30 % considèrent qu'il est trop technique).

Les contacts avec la CRT

- **Site Internet** : les procureurs (70 %) ont été proportionnellement plus nombreux que les employeurs/employés (42 %) à avoir **consulté le site** de la Commission. Dans le cas de ceux qui ont navigué sur le site, l'information qu'ils y recherchaient a été **trouvée avec facilité** (87 % des employeurs/employés, et 90 % des procureurs).
- **Téléphone** : les procureurs (80 %) ont été beaucoup plus nombreux que les employeurs/employés (54 %) à **téléphoner** à la CRT. Dans les deux cas, aucun problème n'est à noter quant à la **facilité à joindre la Commission** de cette façon : 91 % des employeurs/employés et 92 % des procureurs ont dit qu'il a été généralement très ou assez facile de la joindre par téléphone.

Ce que pensent les répondants du résultat de la procédure

- **Durée de la procédure** : des proportions relativement semblables de répondants ont vécu une procédure qui a duré moins de 6 mois (30 %), entre 6 et 12 mois (28 %) et entre 1 et 2 ans (31 %). Très peu auront vu un délai supérieur à 2 ans s'écouler entre le début et la fin de la procédure (6 %). Bref, pour plus de la moitié des employeurs/employés (59 %), elle aura duré moins d'un an. Il est à noter que 57 % des répondants estiment que ce délai a été très ou assez raisonnable.
- **Perceptions et commentaires négatifs** : relativement peu de gens ont **parlé de façon négative** de leur expérience à leur entourage (20 %). Les personnes interrogées semblent avoir une bonne opinion de la CRT, 74 % estimant que la CRT est un **organisme digne de confiance**.
- **Satisfaction quant aux résultats par rapport à ce qui était souhaité** : la moyenne des notes attribuées à cet égard, sur une échelle de 0 à 10, est de 5,3. Cela témoigne d'une satisfaction mitigée en considérant l'ensemble des répondants. Cependant, en divisant les résultats obtenus, on remarque que **près de la moitié des gens ont attribué une note de 7 ou plus (46 %)**, 18 % ont donné une note de 4 à 6, et 31 % une note variant de 0 à 3.
- **Satisfaction générale quant à l'expérience globale** : la moyennes de satisfaction, sur une échelle de 0 à 10, est de 6,5. En divisant les résultats obtenus, on remarque que **la majorité des gens ont**

attribué une note de 7 ou plus (61 %), 16 % ont donné une note de 4 à 6, et 20 % une note se situant entre 0 et 3.

Les sous-groupes qui se démarquent...

- Une tendance a pu être observée tout au long de l'étude par rapport aux sous-groupes de répondants. Certains se distinguent par leur attitude positive en général, et d'autres par leur attitude négative.
 - Règle générale, les **meilleures notes ou résultats** ont souvent été attribués par :
 - les personnes pour qui la démarche s'est conclue par une entente;
 - les personnes pour qui le dossier a été réglé dès la première décision de la Commission;
 - les personnes qui ont obtenu un résultat favorable au terme de la procédure;
 - les personnes qui se sont présentées en pensant que la conciliation réglerait le litige;
 - les personnes dont le délai de conciliation a été relativement court;
 - les intimés;
 - les non syndiqués;
 - les personnes qui proviennent d'entreprises de plus grande taille;
 - les employés de la restauration.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.

Frais de traduction : 5 723,43 \$ pour 14 demandes de traduction.
Pas de contrat, à la pièce.

Firme : Allan PARVU

Documents traduits :

- décisions de la CRT ;
- formulaires et documents administratifs ;
- correspondance – clientèle.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2007-2008. Valeur du mandat.

Au 35, rue de Port-Royal Est à Montréal, installation de douches et aménagement pour vélos pour plusieurs ministères/organismes :

- quote-part de la CRT : 14 150,00 \$

Au 900, boul. René-Lévesque Est à Québec :

- aménagement de deux bureaux : 8 845,56 \$

- aménagement de deux salles de conférence : 14 118,82 \$

- travaux divers : 384,68 \$

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers et nombre d'ordonnances rendues relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions rendues. Ventilation par année

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise					
Nature des décisions rendues	Année				
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Accueillies	431	322	285	244	213
Désistements	431	182	106	23	8
Règlements	3	2	2	3	0
Rejetées	26	21	84	13	2
Sous-total	891	527	477	283	223

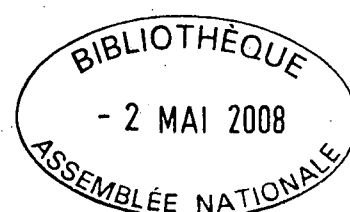
Article 46: Résolution de difficultés					
Nature des décisions rendues	Année				
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Accueillies	3	4	4	4	3
Désistements	5	7	10	5	0
Règlements	5	3	0	0	0
Rejetées	4	2	0	3	2
Sous-total	17	16	14	12	5

Total	908	543	491	295	228
--------------	------------	------------	------------	------------	------------

La plupart des requêtes accueillies le sont de consentement.

Pour l'année financière 2003-2004, la CRT a reçu le désistement de quelque 300 requêtes en transmission de droits et obligations déposées à la ville de Montréal (+ ou - 280) et à la ville de Québec (+ ou - 20) qui se sont réglées lors de la conclusion des conventions collectives, ce qui explique le nombre important de requêtes conclues en 2003-2004 par rapport aux autres années.

En ce qui a trait à la tendance à la diminution du nombre de requêtes déposées qui sont passées de 608 en 2003-2004 (en excluant les 300 requêtes des villes de Montréal et de Québec) à 228 en 2007-2008, on constate une baisse importante dans le secteur de la santé et des services sociaux à la suite de l'entrée en vigueur de la Loi 30. En effet, les requêtes dans ce secteur sont passées d'un sommet de 146 en 2003-2004 à aucune en 2007-2008. Par ailleurs, on constate également une baisse importante dans le secteur privé, les requêtes ayant passé d'un sommet de 354 en 2003-2004 à seulement 217 en 2007-2008.



COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorière ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT

**La réponse à cette question est non pertinente
à l'étude des crédits**

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années

Délais de traitement (jours) des cas réglés au cours des cinq dernières années financières (2003-2008)

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Année 2003-2004					
Code du travail	85	131	205	626	5 516
Loi sur les normes du travail	170	289	197	381	3 607
Autres lois	129	225	201	314	75
Total	124	215	202	527	9 198

Année 2004-2005

Code du travail	62	69	148	281	4170
Loi sur les normes du travail	195	298	227	367	2708
Loi secteur des affaires sociales	65	65	122	123	62
Autres lois	110	310	156	322	58
Total	126	172	178	313	6998

Année 2005-2006

Code du travail	56	92	150	294	4372
Loi sur les normes du travail	218	343	238	378	2616
Loi secteur des affaires sociales	174	174	196	197	1654
Autres lois	124	172	189	267	110
Total	153	177	185	301	8752

Année 2006-2007

Code du travail	77	82	104	163	5196
Loi sur les normes du travail	219	311	230	360	2870
Loi secteur des affaires sociales	119	119	126	126	114
Autres lois	134	285	162	273	126
Total	104	127	149	232	8306

Année 2007-2008

Code du travail	55	62	126	205	3131
Loi sur les normes du travail	224	322	237	365	2965
Loi secteur des affaires sociales	131	131	136	136	9
Autres lois	84	159	131	230	70
Total	147	202	179	282	6175

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. Depuis la création de la CRT, par mois et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements et règlements et rejetées)

Question 16a: Nombre de conciliations prédécisionnelles depuis la création de la C.R.T. (du 25 novembre 2002 au 31 mars 2008)

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Loi sur les normes du travail	2002	Novembre	6	4	10
		Décembre	81	8	89
	2003	Janvier	88	14	102
		Février	89	22	111
		Mars	108	25	133
		Avril	93	25	118
		Mai	110	20	130
		Juin	73	17	90
		Juillet	44	6	50
		Août	31	16	47
		Septembre	102	34	136
		Octobre	130	22	152
		Novembre	88	22	110
		Décembre	50	14	64
	2004	Janvier	104	14	118
		Février	96	10	106
		Mars	100	23	123
		Avril	70	6	76
		Mai	68	16	84
		Juin	92	11	103
		Juillet	35	16	51
		Août	46	7	53
		Septembre	99	24	123
		Octobre	111	17	128
		Novembre	130	18	148
		Décembre	98	10	108
	2005	Janvier	100	19	119
		Février	102	29	131
		Mars	84	23	107
		Avril	96	16	112
		Mai	105	19	124
		Juin	98	17	115
		Juillet	28	9	37
		Août	58	5	63
		Septembre	90	12	102
		Octobre	93	21	114
		Novembre	122	14	136
		Décembre	66	15	81
	2006	Janvier	84	20	104
		Février	101	8	109
		Mars	102	21	123
		Avril	111	25	136
		Mai	114	35	149
		Juin	82	13	95

Loi sur les normes du travail		Juillet	59	14	73
		Août	62	9	71
		Septembre	118	16	134
		Octobre	134	42	176
		Novembre	136	23	159
		Décembre	97	18	115
	2007	Janvier	89	24	113
		Février	118	33	151
		Mars	130	32	162
		Avril	109	23	132
		Mai	150	42	192
		Juin	126	29	155
		Juillet	64	13	77
		Août	78	25	103
		Septembre	120	23	143
		Octobre	129	40	169
		Novembre	142	21	163
		Décembre	102	17	119
	2008	Janvier	127	30	157
		Février	126	23	149
		Mars	78	17	95
	Total		6094	1232	7326

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Code du travail	2002	Novembre	0	1	1
		Décembre	6	3	9
	2003	Janvier	37	18	55
		Février	35	7	42
		Mars	63	13	76
		Avril	33	9	42
		Mai	40	15	55
		Juin	35	13	48
		Juillet	9	4	13
		Août	6	1	7
		Septembre	31	6	37
		Octobre	55	10	65
		Novembre	32	3	35
		Décembre	6	1	7
	2004	Janvier	35	8	43
		Février	24	24	48
		Mars	22	9	31
		Avril	50	5	55
		Mai	61	10	71
		Juin	38	7	45
		Juillet	3	2	5
		Août	8	7	15
		Septembre	16	7	23
		Octobre	39	6	45
		Novembre	38	3	41
		Décembre	17	6	23
	2005	Janvier	34	11	45
		Février	33	20	53
		Mars	31	0	31
		Avril	10	4	14
		Mai	63	14	77
		Juin	36	4	40
		Juillet	9	2	11
		Août	17	5	22
		Septembre	27	7	34
		Octobre	24	3	27
		Novembre	16	5	21
		Décembre	18	4	22

Code du travail	2006	Janvier	46	10	56
		Février	44	6	50
		Mars	65	5	70
		Avril	53	8	61
		Mai	31	13	44
		Juin	12	9	21
		Juillet	19	6	25
		Août	10	4	14
		Septembre	13	10	23
		Octobre	37	3	40
		Novembre	33	7	40
		Décembre	22	5	27
	2007	Janvier	12	19	31
		Février	25	8	33
		Mars	24	9	33
		Avril	18	13	31
		Mai	37	13	50
		Juin	19	4	23
		Juillet	25	1	26
		Août	24	5	29
		Septembre	20	1	21
		Octobre	29	8	37
		Novembre	31	3	34
		Décembre	27	4	31
	2008	Janvier	51	13	64
		Février	17	9	26
		Mars	16	1	17
Total			1826	490	2316

**Question 16b: Nombre de cas conclus depuis la création de la C.R.T.
(du 25 novembre 2002 au 31 mars 2008)**

Année	Mois	Décisions						Total
		Accueillies	Désiste- ments	Règlements	Rejetées	Enquêtes complétées	Enquêtes interrompues	
2002	Novembre	12	29	34	9	1		85
	Décembre	94	157	178	43	1		473
2003	Janvier	197	243	293	75			808
	Février	219	239	262	92			812
	Mars	257	216	153	68	5	18	717
	Avril	153	300	309	74			836
	Mai	231	192	303	98			824
	Juin	182	233	206	351			972
	Juillet	180	305	237	72			794
	Août	170	163	133	48			514
	Septembre	260	233	161	53			707
	Octobre	346	285	170	85			886
	Novembre	216	196	179	96			687
	Décembre	143	212	142	37			534
2004	Janvier	169	322	188	56			735
	Février	190	458	182	101			931
	Mars	245	308	136	96			785
	Avril	202	175	206	55			638
	Mai	150	217	161	118			646
	Juin	153	191	162	50			556
	Juillet	277	143	139	56			615
	Août	97	134	70	30			331
	Septembre	164	183	177	110			634
	Octobre	143	161	125	45			474
	Novembre	185	207	132	65			589
	Décembre	190	155	147	57			549
2005	Janvier	211	232	162	65			670
	Février	144	183	139	63			529
	Mars	130	292	218	129			769
	Avril	451	230	97	330			1108
	Mai	224	230	122	82			658
	Juin	511	159	141	241			1052
	Juillet	252	163	212	151			778
	Août	140	187	59	44			430
	Septembre	304	150	141	328			923
	Octobre	127	298	147	66			638
	Novembre	185	201	107	146			639
	Décembre	139	263	98	157			657
2006	Janvier	151	192	177	81			601
	Février	209	170	158	63			600
	Mars	195	178	228	64			665
	Avril	203	262	167	77			709
	Mai	193	256	221	80			750
	Juin	194	137	142	80			553
	Juillet	152	104	165	45			466
	Août	118	182	120	80			500
	Septembre	328	187	110	48			673
	Octobre	947	188	254	62			1451
	Novembre	500	155	153	60			868
	Décembre	139	185	126	73			523
2007	Janvier	157	173	182	60			572
	Février	169	294	172	85			720
	Mars	113	144	200	66			523
	Avril	164	131	146	73			514
	Mai	147	180	249	64			640
	Juin	124	126	152	69			471
	Juillet	123	111	150	74			458
	Août	112	88	146	38			384

	Septembre	175	100	117	59			451
	Octobre	204	195	245	61			705
	Novembre	124	154	218	58			554
	Décembre	137	91	182	43			453
2008	Janvier	103	200	170	84			557
	Février	135	133	220	56			544
	Mars	113	124	186	36			459
Total		13074	12699	10997	5584	7	18	42379

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Depuis la création de la CRT, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne)

Question 17a: Délai de traitement (jours) des cas réglés depuis la création de la C.R.T. (du 25 novembre 2002 au 31 mars 2008) par mois

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
25 novembre-décembre 2002	79	133	182	260	214
Janvier 2003	126	176	280	409	407
Février 2003	100	141	224	323	471
Mars 2003	88	102	143	219	420
Avril 2003	109	132	191	326	332
Mai 2003	69	75	135	217	434
Juin 2003	111	583	160	2 259	676
Juillet 2003	94	182	270	433	439
Août 2003	77	84	248	381	310
Septembre 2003	113	124	365	462	459
Octobre 2003	131	133	201	304	609
Novembre 2003	131	209	178	383	657
Décembre 2003	91	160	226	470	227
Janvier 2004	82	116	180	368	372
Février 2004	48	605	179	653	605
Mars 2004	47	52	237	398	381
Avril 2004	57	68	114	245	219
Mai 2004	65	74	122	246	357
Juin 2004	57	69	117	219	324
Juillet 2004	63	63	104	153	401
Août 2004	59	74	127	216	201
Septembre 2004	79	79	138	277	420
Octobre 2004	61	65	96	139	278
Novembre 2004	55	61	107	175	362
Décembre 2004	45	45	97	130	307
Janvier 2005	43	52	116	200	396
Février 2005	82	91	139	204	289
Mars 2005	118	146	402	934	438
Avril 2005	49	58	139	315	331
Mai 2005	43	49	117	202	446
Juin 2005	47	112	73	133	518
Juillet 2005	55	56	74	91	304
Août 2005	62	68	117	157	252
Septembre 2005	90	126	139	275	328
Octobre 2005	85	100	120	233	411
Novembre 2005	61	132	176	328	326
Décembre 2005	146	371	305	752	442

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

Janvier 2006	70	91	245	418	324
Février 2006	38	48	131	204	333
Mars 2006	72	89	164	354	357
Avril 2006	72	143	112	185	401
Mai 2006	57	83	101	161	447
Juin 2006	43	51	91	171	332
Juillet 2006	46	66	137	281	240
Août 2006	70	70	179	388	250
Septembre 2006	61	61	89	127	501
Octobre 2006	83	83	88	110	1122
Novembre 2006	97	98	95	116	626
Décembre 2006	89	105	114	189	306
Janvier 2007	63	70	100	159	291
Février 2007	99	109	110	168	457
Mars 2007	47	58	119	172	223
Avril 2007	48	48	95	160	279
Mai 2007	64	85	156	342	383
Juin 2007	62	63	156	243	238
Juillet 2007	59	67	110	143	226
Août 2007	52	54	82	105	184
Septembre 2007	63	69	124	152	282
Octobre 2007	33	40	101	176	353
Novembre 2007	45	58	113	156	230
Décembre 2007	45	46	102	133	226
Janvier 2008	82	126	178	278	297
Février 2008	61	65	97	136	253
Mars 2008	27	36	179	363	191

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Loi sur les normes du travail					
25 novembre-décembre 2002	164	232	164	296	341
Janvier 2003	164	242	195	318	392
Février 2003	176	251	212	328	336
Mars 2003	180	253	192	330	271
Avril 2003	146	206	162	256	500
Mai 2003	133	229	159	294	384
Juin 2003	150	229	179	293	289
Juillet 2003	168	289	191	417	349
Août 2003	183	330	247	460	200
Septembre 2003	167	290	206	362	240
Octobre 2003	175	269	204	381	241
Novembre 2003	180	313	203	399	242
Décembre 2003	186	432	216	518	185
Janvier 2004	188	394	224	495	265
Février 2004	183	289	210	354	223
Mars 2004	174	307	191	412	268
Avril 2004	171	316	200	366	240
Mai 2004	188	246	217	325	224
Juin 2004	185	324	239	411	221
Juillet 2004	185	266	218	325	197
Août 2004	173	266	236	447	112
Septembre 2004	183	261	206	335	203

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

Octobre 2004	192	274	211	342	191
Novembre 2004	193	268	220	328	221
Décembre 2004	206	297	240	395	233
Janvier 2005	200	350	233	442	274
Février 2005	233	331	246	371	221
Mars 2005	245	337	243	347	300
Avril 2005	176	332	215	381	196
Mai 2005	195	329	215	349	200
Juin 2005	212	347	233	355	192
Juillet 2005	238	327	244	366	284
Août 2005	207	383	235	425	164
Septembre 2005	257	336	267	391	153
Octobre 2005	238	337	248	384	217
Novembre 2005	211	342	234	365	207
Décembre 2005	214	351	228	353	194
Janvier 2006	232	364	269	430	266
Février 2006	210	342	229	406	259
Mars 2006	212	321	232	340	284
Avril 2006	205	340	215	390	260
Mai 2006	208	327	225	420	285
Juin 2006	202	286	224	349	165
Juillet 2006	202	298	210	352	217
Août 2006	218	328	223	378	213
Septembre 2006	205	298	237	379	166
Octobre 2006	209	315	213	330	313
Novembre 2006	218	296	231	345	218
Décembre 2006	253	310	245	366	212
Janvier 2007	232	309	231	341	274
Février 2007	245	314	269	360	256
Mars 2007	239	300	237	322	291
Avril 2007	234	300	243	250	232
Mai 2007	220	325	241	363	253
Juin 2007	232	323	241	365	225
Juillet 2007	216	297	239	348	227
Août 2007	231	289	231	318	196
Septembre 2007	227	339	240	356	163
Octobre 2007	216	357	231	408	335
Novembre 2007	229	321	241	374	316
Décembre 2007	227	362	229	381	221
Janvier 2008	223	312	230	349	255
Février 2008	229	302	247	352	285
Mars 2008	210	316	228	380	261

Question 17b : Délai de traitement (jours) des cas réglés du 25 novembre 2002 au 31 mars 2008 selon les principaux articles

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	87	190	162	359	1414
Article 25 - champ libre*	35	36	111	594	2303
Article 25 - conflit*	41	42	95	556	1011
Article 39 - modification*	48	51	83	116	6422
Article 39 - statut de salarié*	178	304	389	671	2464
Article 41 - révocation*	31	33	70	112	837
Article 45 - transmission*	50	76	184	498	2591
Article 47.3 - renvoi*	137	150	152	207	816
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	33	54	69	122	523
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	73	111	151	218	68

Loi sur les normes du travail					
Article 79.1– plainte (maladie ou accident)*	209	302	217	326	1748
Articles 79.7 et 79.8 – plainte (familiale ou parentale)*	210	290	212	292	116
Article 122 – plainte*	196	292	204	355	3160
Article 122.1 – (retraite)*	203	299	215	403	134
Article 122.2 – (maladie)*	133	265	160	358	1311
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	179	258	191	277	637
Article 124 – plainte congédiement*	215	323	241	387	8757
Article 128 – indemnité*	132	204	158	297	236

- Article 16 – congédiement CT : Plainte en mesures disciplinaires – congédiement
- Article 25 – champ libre CT : Requête en accréditation, champ libre
- Article 25 – conflit CT : Requête en accréditation, conflit
- Article 39 – modification CT : Requête en modification d'accréditation
- Article 39 – statut de salarié CT : Requête en interprétation et statut de salarié
- Article 41 – révocation CT : Requête en révocation d'accréditation
- Article 45 - transmission CT : Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)
- Article 47.3 – renvoi CT : Plainte pour manquement au devoir de juste représentation – renvoi
- Article 79.1 – plainte (maladie ou accident) LNT : plainte en congédiement, suspension ou déplacement
- Articles 79.7 et 79.8 – plainte (familiale ou parentale) LNT : plainte en congédiement, suspension ou déplacement
- Articles 114, 118 et 119 CT : Requête en ordonnance liée à une accréditation et sans accréditation
- Article 122 – plainte (pratique interdite)
- Article 122.1 - (retraite) LNT: Plainte en congédiement - général
- Article 122.2 - (maladie) LNT: Plainte en congédiement - maladie
- Article 123.6 - harcèlement psychologique LNT: Plainte pour harcèlement psychologique
- Article 124 LNT: Plainte en congédiement sans cause juste et suffisante
- Article 128 - indemnité LNT: Requête pour fixation d'indemnité

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Budget de fonctionnement de la Commission en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009

<u>CRT et CIC</u>	<u>2007-2008</u>	<u>2008-2009</u>
Rémunération		11 703 200
Fonctionnement		
Transport et communications		673 000
Services professionnels et auxiliaires		1 558 200
Loyers		1 637 400
Fournitures et approvisionnement		222 500
Service de la dette		60 000
Amortissement		455 100
Total Fonctionnement		4 606 200
Grand total		16 309 400
 <u>CRT</u>	 <u>2007-2008</u>	 <u>2008-2009</u>
Rémunération	10 810 000	10 810 000
Fonctionnement		
Transport et communications	525 000	625 000
Services professionnels et auxiliaires	1 535 000	1 395 000
Loyers	1 475 000	1 500 000
Fournitures et approvisionnement	165 000	190 000
Service de la dette	70 000	60 000
Amortissement	435 000	435 000
Total Fonctionnement	4 205 000	4 205 000
Grand total	15 015 000	15 015 000
 <u>CIC</u>	 <u>2007-2008</u>	 <u>2008-2009</u>
Rémunération	892 000	893 200
Fonctionnement		
Transport et communications	48 000	48 000
Services professionnels et auxiliaires	163 200	163 200
Loyers	137 400	137 400
Fournitures et approvisionnement	32 500	32 500
Service de la dette	0	0
Amortissement	32 600	20 100
Total Fonctionnement	413 700	401 200
Grand total	1 305 700	1 294 400

Le budget 2008-2009 est en voie d'approbation du gouvernement.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. Effectifs de la Commission en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009

Effectifs 2007-2008
Répartition du personnel par catégorie d'emploi
au 31 mars 2008

Nombre d'employés			
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>	<i>Employés occasionnels</i>	<i>Total</i>
Membre-dirigeant	3	0	3
Membre-commissaire	34	0	34
Cadre	4	0	5
Professionnel	37	5	42
Technicien et employé de bureau	38	7	45
Total	116	12	128

Prévisions effectifs 2008-2009

Nombre d'employés			
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>	<i>Employés occasionnels</i>	<i>Total</i>
Membre-dirigeant	3	0	3
Membre-commissaire	39*	0	39
Cadre	4	0	4
Professionnel	36	5	41
Technicien et employé de bureau	41*	7	48
Total	123*	12	135

* Ce nombre tient compte de l'intégration du personnel de la Commissaire de l'industrie de la construction au 2008-04-01

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte de la langue française en 2007-2008 et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats

Nombre de plaintes : 9

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. Liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés à des particuliers ou des entreprises, incluant le nom du particulier ou de l'entreprise, le montant et la nature du contrat. Pour une entreprise, le nom de la personne en charge du contrat pour cette entreprise, ainsi que le nom du (ou des) propriétaires(s) de l'entreprise.

- Groupe Renaud, propriété de Pierre Renaud et Diane l'Espérance, représentée par Pierre Renaud, contrat de services professionnels en relations d'aide pour les employés de la CRT pour un montant de 1 804 \$.

- Impact Recherche, propriété de Groupe Cossette communication, représentée par Stéphanie Le Rouzic, sondage de satisfaction auprès de la clientèle de la CRT pour un montant de 16 620 \$.

- Télélanguages International ltée, propriété de Benoit Lafrance, trois contrats pour des cours d'anglais à des employés de la CRT pour un montant de 16 625 \$

- Lemieux, Nolet, comptables agréés, S.E.N.C.L.R. associés Gilles Durant, Marc-André Thibault, Alain Fortier, Sylvain Moisan, Denis Bégin, Éric Lavoie, Stephan Dumas, Raymond Godbout, Claude Moisan, Martin Létourneau, Alain Garant, André Lemieux, Martin Poirier, Michel paré, François Filiori, Éric Lachance, Luc Lamirance, Sylvain Hardy et Jacques Proulx, représentée par Éric Lavoie, pour l'accompagnement du Regroupement des tribunaux administratifs afin d'amorcer une démarche de gestion intégrée des risques pour un montant de 9 500 \$.

- Nurun, propriété de Quebecor Média et 4434943 Canada inc., représentée par Lana Boivin, pour l'analyse des sites intranet et web de la CRT afin de soumettre une proposition pour la refonte pour un montant de 12 800 \$.

- Tremblay, Bois, Mignault, Lemay, avocats S.E.N.C., associés Claude Jean, Pierre Laurin, Stéphane Rochette, André Lemay, André Bois, Pierre Giroux, Jean-Paul Morin, Marc Boulanger, André Mignault, Marc Choquette, Richard Talbot, Yves Boudreault, Marc Lemaire, Carole Pelchat, Luc Jobin, Joëlle Dubois, représentée par Pierre Giroux, pour des services juridiques pour un montant de 8 921,95 \$.

- Rodimax, propriété de Investissement Pro-Canada et Groupe Ridican, représentée par Rocco Dizazzo, travaux pour sécuriser les salles d'audience et de conciliation du 35, rue de Port-Royal Est à Montréal pour un montant de 10 056,93 \$.

- Sivet, Service d'interprétation visuelle et tactile, association personnifiée, président Patrick Beauchamp, vice-président Léon Bossé, secrétaire Chantal Dumas et autres administrateurs, services d'un interprète pour un montant de 146,25 \$.

Commission
des relations
du travail

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2008-2009

**Demande de renseignements particuliers
du deuxième groupe d'opposition**



COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE 2^e PARTI DE L'OPPOSITION****LISTE DES QUESTIONS**

84. Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions rendues - Ventilation par année.
85. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorière ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT.....
86. Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des article 45 et 46 du Code du travail et nature des ordonnances.....
87. Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.....
88. Depuis la création de la CRT, par mois et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements et règlements et rejetées).
89. Depuis la création de la CRT, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délais de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).
90. Budget de fonctionnement de la Commission en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.....
91. Effectifs de la Commission en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009..
92. Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte de la langue française en 2007-2008 et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46 – Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.....

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE 2^e PARTI DE L'OPPOSITION

84. Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions rendues. Ventilation par année

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise					
Nature des décisions rendues	Année				
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Accueillies	431	322	285	244	213
Désistements	431	182	106	23	8
Règlements	3	2	2	3	0
Rejetées	26	21	84	13	2
Sous-total	891	527	477	283	223

Article 46: Résolution de difficultés					
Nature des décisions rendues	Année				
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Accueillies	3	4	4	4	3
Désistements	5	7	10	5	0
Règlements	5	3	0	0	0
Rejetées	4	2	0	3	2
Sous-total	17	16	14	12	5

Total	908	543	491	295	228
-------	-----	-----	-----	-----	-----

La plupart des requêtes accueillies le sont de consentement.

Pour l'année financière 2003-2004, la CRT a reçu le désistement de quelque 300 requêtes en transmission de droits et obligations déposées à la ville de Montréal (+ ou - 280) et à la ville de Québec (+ ou - 20) qui se sont réglées lors de la conclusion des conventions collectives, ce qui explique le nombre important de requêtes conclues en 2003-2004 par rapport aux autres années.

En ce qui a trait à la tendance à la diminution du nombre de requêtes déposées qui sont passées de 608 en 2003-2004 (en excluant les 300 requêtes des villes de Montréal et de Québec) à 228 en 2007-2008, on constate une baisse importante dans le secteur de la santé et des services sociaux à la suite de l'entrée en vigueur de la Loi 30. En effet, les requêtes dans ce secteur sont passées d'un sommet de 146 en 2003-2004 à aucune en 2007-2008. Par ailleurs, on constate également une baisse importante dans le secteur privé, les requêtes ayant passé d'un sommet de 354 en 2003-2004 à seulement 217 en 2007-2008.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

85. Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorière ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT.

**La réponse à cette question est non pertinente
à l'étude des crédits**

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE 2^e PARTI DE L'OPPOSITION

86. Au cours des cinq dernières années, nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et nature des ordonnances.

AUCUNE

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE 2^e PARTI DE L'OPPOSITION

87. Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.

Délais de traitement (jours) des cas réglés au cours des cinq dernières années financières
(2003-2008)

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Année 2003-2004					
Code du travail	85	131	205	626	5 516
Loi sur les normes du travail	170	289	197	381	3 607
Autres lois	129	225	201	314	75
Total	124	215	202	527	9 198
Année 2004-2005					
Code du travail	62	69	148	281	4170
Loi sur les normes du travail	195	298	227	367	2708
Loi secteur des affaires sociales	65	65	122	123	62
Autres lois	110	310	156	322	58
Total	126	172	178	313	6998

Année 2005-2006					
Code du travail	56	92	150	294	4372
Loi sur les normes du travail	218	343	238	378	2616
Loi secteur des affaires sociales	174	174	196	197	1654
Autres lois	124	172	189	267	110
Total	153	177	185	301	8752

Année 2006-2007					
Code du travail	77	82	104	163	5196
Loi sur les normes du travail	219	311	230	360	2870
Loi secteur des affaires sociales	119	119	126	126	114
Autres lois	134	285	162	273	126
Total	104	127	149	232	8306

Année 2007-2008					
Code du travail	55	62	126	205	3131
Loi sur les normes du travail	224	322	237	365	2965
Loi secteur des affaires sociales	131	131	136	136	9
Autres lois	84	159	131	230	70
Total	147	202	179	282	6175

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE 2^e PARTI DE L'OPPOSITION

88. Depuis la création de la CRT, par mois, et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements et règlements et rejetées).

Question 88a: Nombre de conciliations prédécisionnelles depuis la création de la C.R.T.
(du 25 novembre 2002 au 31 mars 2008)

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Loi sur les normes du travail	2002	Novembre	6	4	10
		Décembre	81	8	89
	2003	Janvier	88	14	102
		Février	89	22	111
		Mars	108	25	133
		Avril	93	25	118
		Mai	110	20	130
		Juin	73	17	90
		Juillet	44	6	50
		Août	31	16	47
		Septembre	102	34	136
		Octobre	130	22	152
		Novembre	88	22	110
		Décembre	50	14	64
	2004	Janvier	104	14	118
		Février	96	10	106
		Mars	100	23	123
		Avril	70	6	76
		Mai	68	16	84
		Juin	92	11	103
		Juillet	35	16	51
		Août	46	7	53
		Septembre	99	24	123
		Octobre	111	17	128
		Novembre	130	18	148
		Décembre	98	10	108
	2005	Janvier	100	19	119
		Février	102	29	131
		Mars	84	23	107
		Avril	96	16	112
		Mai	105	19	124
		Juin	98	17	115
		Juillet	28	9	37
		Août	58	5	63
		Septembre	90	12	102
		Octobre	93	21	114
		Novembre	122	14	136
		Décembre	66	15	81
	2006	Janvier	84	20	104
		Février	101	8	109
		Mars	102	21	123
		Avril	111	25	136
		Mai	114	35	149
		Juin	82	13	95

Loi sur les normes du travail		Juillet	59	14	73
		Août	62	9	71
		Septembre	118	16	134
		Octobre	134	42	176
		Novembre	136	23	159
		Décembre	97	18	115
	2007	Janvier	89	24	113
		Février	118	33	151
		Mars	130	32	162
		Avril	109	23	132
		Mai	150	42	192
		Juin	126	29	155
		Juillet	64	13	77
		Août	78	25	103
		Septembre	120	23	143
		Octobre	129	40	169
		Novembre	142	21	163
		Décembre	102	17	119
	2008	Janvier	127	30	157
		Février	126	23	149
		Mars	78	17	95
	Total		6094	1232	7326

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Code du travail	2002	Novembre	0	1	1
		Décembre	6	3	9
	2003	Janvier	37	18	55
		Février	35	7	42
		Mars	63	13	76
		Avril	33	9	42
		Mai	40	15	55
		Juin	35	13	48
		Juillet	9	4	13
		Août	6	1	7
		Septembre	31	6	37
		Octobre	55	10	65
		Novembre	32	3	35
		Décembre	6	1	7
	2004	Janvier	35	8	43
		Février	24	24	48
		Mars	22	9	31
		Avril	50	5	55
		Mai	61	10	71
		Juin	38	7	45
		Juillet	3	2	5
		Août	8	7	15
		Septembre	16	7	23
		Octobre	39	6	45
		Novembre	38	3	41
		Décembre	17	6	23
	2005	Janvier	34	11	45
		Février	33	20	53
		Mars	31	0	31
		Avril	10	4	14
		Mai	63	14	77
		Juin	36	4	40
		Juillet	9	2	11
		Août	17	5	22
		Septembre	27	7	34
		Octobre	24	3	27
		Novembre	16	5	21

Code du travail		Décembre	18	4	22
	2006	Janvier	46	10	56
		Février	44	6	50
		Mars	65	5	70
		Avril	53	8	61
		Mai	31	13	44
		Juin	12	9	21
		Juillet	19	6	25
		Août	10	4	14
		Septembre	13	10	23
		Octobre	37	3	40
		Novembre	33	7	40
		Décembre	22	5	27
	2007	Janvier	12	19	31
		Février	25	8	33
		Mars	24	9	33
		Avril	18	13	31
		Mai	37	13	50
		Juin	19	4	23
		Juillet	25	1	26
		Août	24	5	29
		Septembre	20	1	21
		Octobre	29	8	37
		Novembre	31	3	34
		Décembre	27	4	31
	2008	Janvier	51	13	64
		Février	17	9	26
		Mars	16	1	17
	Total		1826	490	2316

Question 88b: Nombre de cas conclus depuis la création de la C.R.T. (du 25 novembre 2002 au 31 mars 2008)

Année	Mois	Décisions						Total
		Accueillies	Désiste- ments	Règlements	Rejetées	Enquêtes complétées	Enquêtes interrompues	
2002	Novembre	12	29	34	9	1		85
	Décembre	94	157	178	43	1		473
2003	Janvier	197	243	293	75			808
	Février	219	239	262	92			812
	Mars	257	216	153	68	5	18	717
	Avril	153	300	309	74			836
	Mai	231	192	303	98			824
	Juin	182	233	206	351			972
	Juillet	180	305	237	72			794
	Août	170	163	133	48			514
	Septembre	260	233	161	53			707
	Octobre	346	285	170	85			886
	Novembre	216	196	179	96			687
	Décembre	143	212	142	37			534
2004	Janvier	169	322	188	56			735
	Février	190	458	182	101			931
	Mars	245	308	136	96			785
	Avril	202	175	206	55			638
	Mai	150	217	161	118			646
	Juin	153	191	162	50			556
	Juillet	277	143	139	56			615
	Août	97	134	70	30			331
	Septembre	164	183	177	110			634
	Octobre	143	161	125	45			474
	Novembre	185	207	132	65			589
	Décembre	190	155	147	57			549
2005	Janvier	211	232	162	65			670
	Février	144	183	139	63			529
	Mars	130	292	218	129			769
	Avril	451	230	97	330			1108
	Mai	224	230	122	82			658
	Juin	511	159	141	241			1052
	Juillet	252	163	212	151			778
	Août	140	187	59	44			430
	Septembre	304	150	141	328			923
	Octobre	127	298	147	66			638
	Novembre	185	201	107	146			639
	Décembre	139	263	98	157			657
2006	Janvier	151	192	177	81			601
	Février	209	170	158	63			600
	Mars	195	178	228	64			665
	Avril	203	262	167	77			709
	Mai	193	256	221	80			750
	Juin	194	137	142	80			553
	Juillet	152	104	165	45			466
	Août	118	182	120	80			500
	Septembre	328	187	110	48			673
	Octobre	947	188	254	62			1451
	Novembre	500	155	153	60			868
	Décembre	139	185	126	73			523
2007	Janvier	157	173	182	60			572
	Février	169	294	172	85			720
	Mars	113	144	200	66			523
	Avril	164	131	146	73			514
	Mai	147	180	249	64			640
	Juin	124	126	152	69			471
	Juillet	123	111	150	74			458

	Août	112	88	146	38			384
	Septembre	175	100	117	59			451
	Octobre	204	195	245	61			705
	Novembre	124	154	218	58			554
	Décembre	137	91	182	43			453
2008	Janvier	103	200	170	84			557
	Février	135	133	220	56			544
	Mars	113	124	186	36			459
Total		13074	12699	10997	5584	7	18	42379

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE 2^e PARTI DE L'OPPOSITION

89. Depuis la création de la CRT, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne)

Question 89a: Délai de traitement (jours) des cas réglés depuis la création de la C.R.T.
(du 25 novembre 2002 au 31 mars 2008) par mois

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
25 novembre-décembre 2002	79	133	182	260	214
Janvier 2003	126	176	280	409	407
Février 2003	100	141	224	323	471
Mars 2003	88	102	143	219	420
Avril 2003	109	132	191	326	332
Mai 2003	69	75	135	217	434
Juin 2003	111	583	160	2 259	676
Juillet 2003	94	182	270	433	439
Août 2003	77	84	248	381	310
Septembre 2003	113	124	365	462	459
Octobre 2003	131	133	201	304	609
Novembre 2003	131	209	178	383	657
Décembre 2003	91	160	226	470	227
Janvier 2004	82	116	180	368	372
Février 2004	48	605	179	653	605
Mars 2004	47	52	237	398	381
Avril 2004	57	68	114	245	219
Mai 2004	65	74	122	246	357
Juin 2004	57	69	117	219	324
Juillet 2004	63	63	104	153	401
Août 2004	59	74	127	216	201
Septembre 2004	79	79	138	277	420
Octobre 2004	61	65	96	139	278
Novembre 2004	55	61	107	175	362
Décembre 2004	45	45	97	130	307
Janvier 2005	43	52	116	200	396
Février 2005	82	91	139	204	289
Mars 2005	118	146	402	934	438
Avril 2005	49	58	139	315	331
Mai 2005	43	49	117	202	446
Juin 2005	47	112	73	133	518
Juillet 2005	55	56	74	91	304
Août 2005	62	68	117	157	252
Septembre 2005	90	126	139	275	328
Octobre 2005	85	100	120	233	411
Novembre 2005	61	132	176	328	326
Décembre 2005	146	371	305	752	442
Janvier 2006	70	91	245	418	324

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

Février 2006	38	48	131	204	333
Mars 2006	72	89	164	354	357
Avril 2006	72	143	112	185	401
Mai 2006	57	83	101	161	447
Juin 2006	43	51	91	171	332
Juillet 2006	46	66	137	281	240
Août 2006	70	70	179	388	250
Septembre 2006	61	61	89	127	501
Octobre 2006	83	83	88	110	1122
Novembre 2006	97	98	95	116	626
Décembre 2006	89	105	114	189	306
Janvier 2007	63	70	100	159	291
Février 2007	99	109	110	168	457
Mars 2007	47	58	119	172	223
Avril 2007	48	48	95	160	279
Mai 2007	64	85	156	342	383
Juin 2007	62	63	156	243	238
Juillet 2007	59	67	110	143	226
Août 2007	52	54	82	105	184
Septembre 2007	63	69	124	152	282
Octobre 2007	33	40	101	176	353
Novembre 2007	45	58	113	156	230
Décembre 2007	45	46	102	133	226
Janvier 2008	82	126	178	278	297
Février 2008	61	65	97	136	253
Mars 2008	27	36	179	363	191

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Loi sur les normes du travail					
25 novembre-décembre 2002	164	232	164	296	341
Janvier 2003	164	242	195	318	392
Février 2003	176	251	212	328	336
Mars 2003	180	253	192	330	271
Avril 2003	146	206	162	256	500
Mai 2003	133	229	159	294	384
Juin 2003	150	229	179	293	289
Juillet 2003	168	289	191	417	349
Août 2003	183	330	247	460	200
Septembre 2003	167	290	206	362	240
Octobre 2003	175	269	204	381	241
Novembre 2003	180	313	203	399	242
Décembre 2003	186	432	216	518	185
Janvier 2004	188	394	224	495	265
Février 2004	183	289	210	354	223
Mars 2004	174	307	191	412	268
Avril 2004	171	316	200	366	240
Mai 2004	188	246	217	325	224
Juin 2004	185	324	239	411	221
Juillet 2004	185	266	218	325	197
Août 2004	173	266	236	447	112
Septembre 2004	183	261	206	335	203
Octobre 2004	192	274	211	342	191

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

Novembre 2004	193	268	220	328	221
Décembre 2004	206	297	240	395	233
Janvier 2005	200	350	233	442	274
Février 2005	233	331	246	371	221
Mars 2005	245	337	243	347	300
Avril 2005	176	332	215	381	196
Mai 2005	195	329	215	349	200
Juin 2005	212	347	233	355	192
Juillet 2005	238	327	244	366	284
Août 2005	207	383	235	425	164
Septembre 2005	257	336	267	391	153
Octobre 2005	238	337	248	384	217
Novembre 2005	211	342	234	365	207
Décembre 2005	214	351	228	353	194
Janvier 2006	232	364	269	430	266
Février 2006	210	342	229	406	259
Mars 2006	212	321	232	340	284
Avril 2006	205	340	215	390	260
Mai 2006	208	327	225	420	285
Juin 2006	202	286	224	349	165
Juillet 2006	202	298	210	352	217
Août 2006	218	328	223	378	213
Septembre 2006	205	298	237	379	166
Octobre 2006	209	315	213	330	313
Novembre 2006	218	296	231	345	218
Décembre 2006	253	310	245	366	212
Janvier 2007	232	309	231	341	274
Février 2007	245	314	269	360	256
Mars 2007	239	300	237	322	291
Avril 2007	234	300	243	250	232
Mai 2007	220	325	241	363	253
Juin 2007	232	323	241	365	225
Juillet 2007	216	297	239	348	227
Août 2007	231	289	231	318	196
Septembre 2007	227	339	240	356	163
Octobre 2007	216	357	231	408	335
Novembre 2007	229	321	241	374	316
Décembre 2007	227	362	229	381	221
Janvier 2008	223	312	230	349	255
Février 2008	229	302	247	352	285
Mars 2008	210	316	228	380	261

Question 89b :Délai de traitement (jours) des cas réglés du 25 novembre 2002 au 31 mars 2008 selon les principaux articles					
Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	87	190	162	359	1414
Article 25 - champ libre*	35	36	111	594	2303
Article 25 - conflit*	41	42	95	556	1011
Article 39 - modification*	48	51	83	116	6422
Article 39 - statut de salarié*	178	304	389	671	2464
Article 41 - révocation*	31	33	70	112	837
Article 45 - transmission*	50	76	184	498	2591
Article 47.3 - renvoi*	137	150	152	207	816
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	33	54	69	122	523
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	73	111	151	218	68

Loi sur les normes du travail					
Article 79.1– plainte (maladie ou accident)*	209	302	217	326	1748
Articles 79.7 et 79.8 – plainte (familiale ou parentale)*	210	290	212	292	116
Article 122 – plainte*	196	292	204	355	3160
Article 122.1 – (retraite)*	203	299	215	403	134
Article 122.2 – (maladie)*	133	265	160	358	1311
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	179	258	191	277	637
Article 124 – plainte congédiement*	215	323	241	387	8757
Article 128 – indemnité*	132	204	158	297	236

- Article 16 – congédiement CT : Plainte en mesures disciplinaires – congédiement
- Article 25 – champ libre CT : Requête en accréditation, champ libre
- Article 25 – conflit CT : Requête en accréditation, conflit
- Article 39 – modification CT : Requête en modification d'accréditation
- Article 39 – statut de salarié CT : Requête en interprétation et statut de salarié
- Article 41 – révocation CT : Requête en révocation d'accréditation
- Article 45 - transmission CT : Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)
- Article 47.3 – renvoi CT : Plainte pour manquement au devoir de juste représentation – renvoi
- Article 79.1 – plainte (maladie ou accident) LNT : plainte en congédiement, suspension ou déplacement
- Articles 79.7 et 79.8 – plainte (familiale ou parentale) LNT : plainte en congédiement, suspension ou déplacement
- Articles 114, 118 et 119 CT : Requête en ordonnance liée à une accréditation et sans accréditation
- Article 122 – plainte (pratique interdite)
- Article 122.1 - (retraite) LNT: Plainte en congédiement - général
- Article 122.2 - (maladie) LNT: Plainte en congédiement - maladie
- Article 123.6 - harcèlement psychologique LNT: Plainte pour harcèlement psychologique
- Article 124 LNT: Plainte en congédiement sans cause juste et suffisante
- Article 128 - indemnité LNT: Requête pour fixation d'indemnité

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE 2^e PARTI DE L'OPPOSITION

90. Budget de fonctionnement de la Commission en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009

<u>CRT et CIC</u>	<u>2007-2008</u>	<u>2008-2009</u>
Rémunération		11 703 200
Fonctionnement		
Transport et communications		673 000
Services professionnels et auxiliaires		1 558 200
Loyers		1 637 400
Fournitures et approvisionnement		222 500
Service de la dette		60 000
Amortissement		455 100
Total Fonctionnement		4 606 200
Grand total		16 309 400
 <u>CRT</u>	 <u>2007-2008</u>	 <u>2008-2009</u>
Rémunération	10 810 000	10 810 000
Fonctionnement		
Transport et communications	525 000	625 000
Services professionnels et auxiliaires	1 535 000	1 395 000
Loyers	1 475 000	1 500 000
Fournitures et approvisionnement	165 000	190 000
Service de la dette	70 000	60 000
Amortissement	435 000	435 000
Total Fonctionnement	4 205 000	4 205 000
Grand total	15 015 000	15 015 000
 <u>CIC</u>	 <u>2007-2008</u>	 <u>2008-2009</u>
Rémunération	892 000	893 200
Fonctionnement		
Transport et communications	48 000	48 000
Services professionnels et auxiliaires	163 200	163 200
Loyers	137 400	137 400
Fournitures et approvisionnement	32 500	32 500
Service de la dette	0	0
Amortissement	32 600	20 100
Total Fonctionnement	413 700	401 200
Grand total	1 305 700	1 294 400

Le budget 2008-2009 est en voie d'approbation du gouvernement.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR LE 2^e PARTI DE L'OPPOSITION

91. Effectifs de la Commission en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009

Effectifs 2007-2008
Répartition du personnel par catégorie d'emploi
au 31 mars 2008

Nombre d'employés			
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>	<i>Employés occasionnels</i>	<i>Total</i>
Membre-dirigeant	3	0	3
Membre-commissaire	34	0	34
Cadre	4	0	5
Professionnel	37	5	42
Technicien et employé de bureau	38	7	45
Total	116	12	128

Prévisions effectifs 2008-2009

Nombre d'employés			
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>	<i>Employés occasionnels</i>	<i>Total</i>
Membre-dirigeant	3	0	3
Membre-commissaire	39*	0	39
Cadre	4	0	4
Professionnel	36	5	41
Technicien et employé de bureau	41*	7	48
Total	123*	12	135*

* Ce nombre tient compte de l'intégration du personnel de la Commissaire de l'industrie de la construction au 2008-04-01

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE D'OPPOSITION

92. Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte de la langue française en 2007-2008, et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats

Nombre de plaintes : 9